

Madagascar : Survol hebdomadaire de la presse francophone N°44 (du 1^{er} au 7 novembre 2010)

La crise politique

◆ **L'association des maires (AMM) se renforce.** Depuis leur AG constitutive, les maires seraient près de 900 à avoir confirmé leur adhésion. Ils confirment leur refus de ne participer aux élections communales anticipées. Ils désapprouvent également la tenue du référendum constitutionnel, en avançant qu'il y a trop d'anomalies dans son organisation. Des candidats contestent la nécessité de joindre à leur dossier un état apportant la preuve qu'ils sont en règle vis-à-vis du fisc. Contestée aussi l'exigence de joindre un extrait de casier judiciaire, qui ne serait pas prévu par les textes en vigueur.

◆ **Communales : « des candidats fonctionnaires intimidés », écrit Midi.** « Des chefs de districts et des responsables des CISCO [Education nationale] orchestrent l'intimidation », dénonce un responsable du parti Vert. Les fonctionnaires qui veulent se porter candidats pour un parti d'opposition seraient menacés de mutation ou d'une enquête du Bianco.

◆ **Référendum : la CENI s'efforce de démontrer qu'elle maîtrise le processus et que techniquement l'élection peut se dérouler convenablement.** Après refonte des listes, le nombre d'électeurs est en forte diminution (- 300.000), ce qui interroge, en dépit des justifications techniques fournies par le ministère de l'Intérieur. L'Alliance des organisations de la société civile (AOSC) estime pour sa part que les conditions nécessaires pour la tenue d'élections libres et transparentes ne sont pas réunies. Elle s'interroge toujours sur le fait de savoir si la liste électorale a été réellement refondue ou seulement révisée. La CENI n'a pas émis d'objection vis-à-vis de l'opération « *Tsena mora* » et des autres projets sociaux lancés à grand renfort de publicité, en dépit des critiques portant sur l'opportunité de ces initiatives en pleine campagne référendaire. Elle ne voit aucun inconvénient à ce que les parlementaires et les membres du gouvernement participent à des campagnes de vulgarisation du projet de Constitution. Afin de faire face à la saison des pluies, la CENI élabore une stratégie pour l'acheminement par hélicoptère des résultats de certains secteurs enclavés. Des bulletins de vote pré-cochés « *Oui* » ont été largement distribués par des fonctionnaires à la population locale du district de Moramanga, moyennant rétribution. Le CNOE a immédiatement réagi en demandant une enquête à la CENI, laquelle a porté plainte contre X. Des observateurs avancent que ces bulletins ont pu être distribués par des opposants au régime, afin discréditer le scrutin.

◆ **Didier Ratsiraka : « Je demande respectueusement à Andry Rajoelina et à Camille Vital de ne pas procéder pour le moment à ce référendum qui serait susceptible de diviser les Malgaches »,** a-t-il lancé depuis son exil parisien à l'occasion de son 74^{ème} anniversaire. Il a rappelé qu'il avait trois propositions à formuler pour faire sortir le pays de la crise mais qu'en raison de l'obligation de réserve liée à son statut d'exilé en France, il attendra son arrivée dans la Grande Ile pour les dévoiler. Malgré tout, son accueil se prépare activement chez ses partisans. Tantely Andrianarivo a révélé qu'il avait rassemblé différents responsables de l'ancien parti au pouvoir dans l'objectif de réconcilier les diverses tendances. Pour sa part, Monja Roindefo a déclaré que Didier Ratsiraka devrait, avant de rentrer au pays, commencer par faire son mea culpa pour les actes qu'il a commis à l'époque où il était au pouvoir.

◆ **« Monja Roindefo - Usurpation de titre ! », écrit La Vérité.** Il a réitéré en conférence de presse la déclaration faite récemment à Toamasina, selon laquelle il reste Premier ministre de la Transition. Pour le directeur du quotidien pro-HAT, il s'agit d'une infraction pénale caractérisée.

◆ **Les trois mouvances se remobilisent à l'occasion de leur première manifestation publique autorisée par la commune d'Antananarivo.** L'assistance était plus nombreuse qu'à l'accoutumé et l'on pouvait observer une certaine ferveur et une vitalité retrouvée, après la routine des réunions du Magro. Elles ne renoncent pas pour autant à obtenir l'autorisation de se réunir au jardin d'Ambohijatovo (Place de la Démocratie, ainsi baptisée par Andry Rajoelina au début de son mouvement). Les 3 mouvances militent pour le boycott du référendum et la démission d'Andry Rajoelina. **Le retour de Didier Ratsiraka mobilise les énergies, même si la date reste encore très incertaine** en raison de problèmes familiaux. Les opposants à la Transition se sentent par ailleurs réconfortés par les propos feutrés mais sévères tenus lors de sa visite éclair par le sous-secrétaire d'Etat américain aux Affaires africaines, Karl Wycoff vis-à-vis du processus de sortie de crise engagé par la HAT.

◆ **Les femmes « « légalistes » ont organisé un bref sit-in, au centre-ville de la capitale.** Elles ont manifesté leur désapprobation du processus politique en cours et ont protesté contre la vie chère. Elles ont été délogées rapidement et sans incident par les forces de l'ordre.

◆ **Des hommes politiques « écartés » du Parlement de la Transition réclament la démission de Jean Lahiniriko du CST.** Des partis signataires des accords d'Ivato et de Vontovorona se plaignent de ne pas avoir de représentants dans les nouvelles assemblées. Selon eux, les clauses de l'accord n'ont pas été respectées, des hommes politiques proches du pouvoir ayant influencé le chef de la Transition dans l'élaboration de la liste des membres du Parlement.

◆ **Le Pr Raymond Ranjeva s'envole pour le Vatican, à l'invitation du pape Benoit XVI.** L'annonce du voyage a été faite par ses proches, qui n'ont pas souhaité dévoiler l'objet de ce déplacement. Bien introduit

au Vatican, certains avancent qu'il pourrait revenir au pays avec des consignes de boycott du référendum à l'adresse de la communauté catholique. *Le Courrier* révèle que les membres de « *Justice et Paix* » se sont réunis pour examiner le projet de Constitution et se seraient prononcés en faveur du report du scrutin en raison des risques politiques que fait peser cette consultation décidée hors consensus.

◆ **Universités : le Seces décide un renforcement du mouvement.** L'assemblée générale du syndicat des enseignants-chercheurs a voté la fermeture des campus et des établissements de toute la Grande Ile. Les examens ne seront pas assurés. Les responsables du syndicat exigent toujours la démission du ministre Tongavelo Athanase, qui se serait montré méprisant envers le corps professoral. Outre le paiement des heures complémentaires et indemnités de recherche, les enseignants réclament des moyens suffisants pour assurer le bon fonctionnement des universités.

◆ **Les magistrats mettent fin à leur grève.** Un accord sur le règlement de leurs revendications a été conclu. « *A priori, une entente est trouvée entre le gouvernement et nous* », a fait savoir Arnaud Marius Auguste, président du SMM. « *Chaque partie a fait des concessions* », a-t-il indiqué. Le SMM ne participera aux démembrements de la CENI au niveau des régions que si le pouvoir accepte de nommer des magistrats proposés par le syndicat, à la place de ceux qui ont été nommés par le pouvoir.

◆ **Menace de grève des médecins fonctionnaires.** Le président national de leur syndicat annonce que l'assemblée générale a débattu de l'évolution de ses revendications et a décidé de nouvelles actions, le décret signé à l'issue de leur grève du mois de mars n'ayant pas encore été suivi d'effets.

◆ **Henri Guaino, conseiller spécial de Nicolas Sarkozy, aurait commandé une évaluation de la situation malgache à une équipe d'experts.** Jean-Marc Châtaigner a tenu à rappeler la position française, qui reste selon lui « *totalelement claire et transparente. Elle ne diffère pas de celle de l'ensemble de la Communauté Internationale. [...] La France n'est pas du tout hostile au principe d'une reprise du dialogue malgache-malgache mais elle souhaite que les conditions de celui-ci soient bien définies pour éviter la répétition des difficultés rencontrées* » précédemment.

Droits humains, gouvernance

◆ **Affaire « radio Soatalily » : les membres de l'association « Limby Liberté » en appellent au président de la HAT** pour la libération immédiate et sans condition des personnes détenues à la maison d'arrêt de Toliara, dans le cadre de la supposée affaire de pillage et d'incendie de la radio locale.

◆ **Insécurité alimentaire : la population du Sud-ouest victime de famine** L'Office National de Nutrition (ONN) a déclaré que l'insécurité alimentaire frappe le district d'Ampanihy et de Betioky Sud. On assiste dans le secteur à un exode rural massif, la population préférant se réfugier en ville, à proximité des marchés et des autorités.

◆ **Madagascar n'atteindra pas l'échéance de 2015 pour les OMD.** Aucun des objectifs fixés ne sera atteint d'ici l'échéance. Telle est la conclusion de François Roubaud, chercheur-économiste de l'IRD.

◆ **Indice de Développement humain (IDH) : Madagascar recule.** L'indice s'établit en 2010 à 0,435 alors qu'il était de 0,439 en 2009. Madagascar se situe en 2010 à la 135^{ème} place sur 169, une position qui n'a pas évolué depuis l'année 2000. Selon *La Gazette*, le PIB par habitant en 2008, à une période pourtant faste en termes de croissance économique, ne représente plus que 73% de celui de 1980, soit un recul de 27% ;

◆ **Bonne gouvernance : Madagascar invité à Bruxelles.** La Grande Ile fait partie des trois pays du continent sélectionnés par la Banque mondiale pour participer à une conférence sur l'entrepreneuriat responsable et la bonne gouvernance en Afrique. L'objectif de la Banque est de promouvoir la bonne gouvernance et de donner une nouvelle impulsion au leadership éthique au sein des institutions clés.

◆ **40 tonnes de pierres industrielles détournées.** 9 personnes dont un Chinois sont impliquées dans une affaire de détournement de plus de 40 tonnes de pierres industrielles (quartz) embarquées au port de Toamasina. Ils ont été déférés au parquet. 5 d'entre elles ont été placés en détention préventive.

Actualité économique et sociale

◆ « **Doing Business** » : **Madagascar recule de 2 places et se classe 140^{ème}.** En 2010, Madagascar était en 138^{ème} position sur 183. Ce recul intervient malgré deux réformes réglementaires pour améliorer le climat des affaires. Paradoxalement, Madagascar est aussi citée parmi les 30 économies s'étant le plus améliorées au cours des 5 dernières années.

◆ **Bois de rose : une vidéo accuse Andry Rajoelina¹.** Une vidéo diffusée par *Global Witness et Environmental Investigation Agency* montre que des Chinois qui font le commerce de bois de rose se vantent d'être en relation directe avec le Président de la HAT. L'enquête secrète a mis en évidence plusieurs cas de revendeurs en Chine qui affirment qu'ils traitent directement avec les plus hautes autorités de Madagascar. De nouveaux témoignages confirment que les trafics se poursuivent dans les parcs nationaux.

¹ Pour voir la vidéo : http://fr.mongabay.com/news/2010/fr1105-rajoelina_eia_video.html